

# Belgique

## Retrouver la dignité

**Un logement, d'abord.** Dans une opinion publiée récemment, le secteur associatif bruxellois plaide pour des logements de qualité et des équipes professionnelles d'accompagnement pour sortir les gens durablement de la rue. Malheureusement, le budget 2019 ne prévoit pas d'augmentation de moyens pour les projets Housing First, bloquant toute nouvelle possibilité de relogement de personnes sans-abri, regrette le secteur. Alors que le nombre de places d'urgence en hiver passe de 1 147 à 1 500. *"Pourtant, les nouveaux logements sont prêts et les candidats sont là. [...] Mais les équipes sont saturées et ne peuvent accompagner davantage de personnes sans ressources supplémentaires."*

# Pauvreté

- Le roi Philippe visite ce mardi le centre d'accueil de jour de l'Îlot, à Saint-Gilles.
- L'ASBL, qui a reçu le Prix fédéral de lutte contre la pauvreté 2018, propose des solutions pour sortir définitivement les gens de la rue.
- Rencontre avec Ariane Dierickx, directrice générale.

“Il est tout à fait possible de mettre fin au sans-abrisme”

**A** Bruxelles, ville-région, capitale de l'Europe, il y a plus de 4 000 personnes sans-abri. Deux fois plus qu'il y a dix ans. "Ce qui montre qu'offrir un lit, un repas et une douche, c'est nécessaire mais pas suffisant: cela ne résout pas la situation des personnes qui vivent dans la rue", entame Ariane Dierickx, directrice générale de l'îlot, une ASBL qui accompagne, accueille, héberge et offre des services de première nécessité aux sans-abri avec un objectif affiché et assumé: sortir ces hommes, ces femmes et ces enfants définitivement de la rue.

Ce qui suppose un changement de paradigme dans l'approche politique. "Le tout-à-l'urgence, ce n'est pas la solution. Il faut renverser la logique et mettre 80% des moyens dans des projets structurels et durables, qui visent à éradiquer le sans-abrisme", lance Ariane Dierickx. Il suffit d'écouter les gens qui sont en situation de rue, insiste-t-elle: la première chose qu'ils cherchent, c'est un toit. "Sans toit, on ne peut pas se sentir en sécurité et trouver l'énergie d'un nouveau projet de vie."

#### Une accroche pour créer un lien

Le logement est donc devenu un axe central du travail à l'îlot. Le roi Philippe rend visite ce mardi au centre d'accueil de jour de l'ASBL, sur le parvis de Saint-Gilles. Ouvert sept jours sur sept toute l'année, ce centre permet aux personnes qui vivent dans la rue de se mettre au chaud, de prendre un repas, de se doucher et de mettre leurs bagages en consigne, pour éviter de trimballer en permanence sacs et Caddie.

Ce service permet de parer, en urgence, aux besoins primaires. "Mais on considère que c'est une accroche pour créer un lien avec ces personnes. Rétablir

la confiance et raccrocher la personne à un réseau pour qu'elle puisse reprendre pied, c'est le cœur de notre métier."

#### "Il y a un manque d'ambition"

Pour la responsable de l'îlot, "il est tout à fait possible de mettre fin au sans-abrisme". Mais il faudra pour cela que les politiques acceptent de revoir le cadre du financement de la lutte contre la pauvreté, qui continue à trop privilégier une approche d'urgence. "S'il faut souligner une série d'initiatives positives, il y a un manque d'ambition dans la lutte contre le sans-abrisme, estime Ariane Dierickx. Il y a une prise de conscience des responsables politiques, mais les avan-

cées restent trop timides." Le décalage reste trop grand entre les moyens investis pour les plans Hiver successifs et autres dispositifs d'urgence et les soutiens aux solutions durables.

Exemple: le projet Housing First, qui vise l'insertion sociale des sans-abri les plus fragiles (long parcours de vie en rue, problématique de santé mentale, assuétudes...), permet un accès au logement sans conditions sauf celles de tout locataire: payer le loyer et respecter le contrat de bail. Ce dispositif porté par le secteur associatif est financé par le gouvernement bruxellois (lire ci-contre).

#### Capter des logements

Autre exemple: la cellule "Capteur et créateur de logements", créée sur fonds propres par l'îlot en 2014, reçoit des subsides de la ministre bruxelloise en charge du Logement, Céline Fremault (CDH), depuis 2016. Ce projet, qui a reçu le Prix fédéral de lutte contre la pauvreté 2018, consiste en un accompagnement individuel de personnes à la rue couplé à la recherche de logements auprès de propriétaires privés. "Ce type d'outil nous permet de remettre 120 personnes en logement chaque

## Le tout-à-l'urgence n'est pas une solution.

année. Avec 2,6 équivalents temps plein, soit 165 000 euros. Si on double ces moyens, on double les solutions."

L'îlot développe aussi des solutions innovantes pour un public (encore...) moins facile à reloger selon les termes d'un bail traditionnel (sans-papiers, étrangers non régularisés...). Le projet Home For Less permet d'installer des logements modulaires, fabriqués avec des matériaux pas chers et (dé)montables en un temps record, dans des espaces inoccupés. "On peut donc sortir tout le monde de la rue", répète avec force Ariane Dierickx.

#### Plus facile de dire non...

Mais certaines personnes refusent pourtant l'aide proposée? "La rue, ce n'est jamais un choix de vie, tranche la directrice générale de l'îlot. Cette réaction est liée à des facteurs qui provoquent un repli sur soi progressif. Ces gens connaissent des problèmes de santé mentale, d'assuétudes et ont vécu des multitudes d'échecs dans leurs tentatives de sortir la tête de l'eau. Cela démolit la confiance en soi. C'est alors parfois plus facile de dire non, par peur de revivre encore l'échec."

Il faut parfois quinze ou vingt propositions pour que ces personnes acceptent de prendre un café dans un centre d'accueil de jour, poursuit-elle.

"Vous savez, personne ne se lève un matin en se disant qu'il a envie de poser ses cartons dans l'entrée du métro De Brouckère! Cette conception de la société qui rejette la faute sur les individus, qui seraient seuls responsables de leur destin, ce n'est pas la mienne. Ce sont les politiques sociales de moins en moins solides qui créent la pauvreté. On détricote la Sécurité sociale, on exclut du chômage des catégories entières de la population, on ne fait rien pour la réinsertion des détenus, on abandonne les personnes qui ont des problèmes de santé mentale et les jeunes majeurs avec un passé institutionnel dans l'Aide à la jeunesse... Le secteur des sans-abri est devenu le réceptacle de tout ce qui dysfonctionne dans la société."



Ariane Dierickx, devant le centre d'accueil de jour de l'Îlot.



Le roi Philippe visite ce mardi le centre d'accueil de jour de l'Îlot, à Saint-Gilles.



Il faut parfois quinze propositions avant qu'une personne sans abri accepte de venir prendre un café.

MARIE RUSSILLO

MARIE RUSSILLO

MARIE RUSSILLO

## 3 QUESTIONS À



**Céline Fremault (CDH)**  
Ministre bruxelloise en charge  
du Logement, de l'Action sociale  
(Cocof) et de la Lutte contre  
la pauvreté (Cocom)

### 1 Le secteur associatif bruxellois regrette que les politiques continuent à privilégier les dispositifs d'urgence face au sans-abrisme. Que répondez-vous ?

Je pense qu'on est au-delà des slogans et des formules. Depuis 2014, on a changé d'approche, grâce à ma triple casquette. Auparavant, les compétences du logement, de l'action sociale et de la lutte contre la pauvreté étaient éclatées. Cela a marqué un changement dans l'approche. Cela a permis de mettre en place des politiques volontaristes et innovantes. On a multiplié les moyens d'inclusion et l'accès durable au logement en région bruxelloise. Exemple: en 3 ans, le projet Housing First a permis de mettre 110 personnes en logement avec 92 % de réussite. On a mis en place les nouveaux métiers d'accompagnement social pour éviter la rechute dans la rue: la recherche d'un logement post hébergement est reconnue comme une mission des maisons d'accueil. On a aussi financé des solutions de captage de logements. On a vraiment opéré un changement de paradigme.

### 2 Met-on assez de moyens dans les projets qui permettent de sortir les gens durablement de la rue ?

Sur les 33 millions qu'on consacre à la lutte contre le sans-abrisme, 11 millions vont aux plans d'urgence et 22 millions aux dispositifs de mise en logement. On doit poursuivre le travail pour mettre de l'argent dans des solutions pérennes et structurales. Les réponses doivent être multimodales. L'idéal est évidemment que chacun puisse y accéder. Mais en dépit de l'amélioration des politiques publiques, le phénomène du sans-abrisme augmente depuis 2008.

### 3 Comment expliquer que le nombre de sans-abri a doublé en dix ans dans les rues de Bruxelles ?

Cela s'explique notamment par l'affaiblissement des revenus des plus pauvres et les vagues migratoires dans les villes européennes. Il faut garder à l'esprit que le secteur du sans-abrisme absorbe les échecs des autres politiques : on hérite en première ligne d'un public qui n'est pas le nôtre. Exemple : les problèmes de santé mentale. Mais à Bruxelles, on a fait le choix d'un accueil inconditionnel et de ne laisser personne dans la rue. Il faut voir les personnes très détériorées qu'on doit prendre en charge ! On répond aussi aux défauts du fédéral qui, en raison de la non-volonté de la N-VA, a refusé de mener des politiques migratoires dignes. Si on a vraiment changé de paradigme, l'urgence est toujours là mais elle est anglée sur les problèmes migratoires. Actuellement, dans les dispositifs d'urgence, 65 % des sans-abri sont des sans-papiers. C'est en principe la responsabilité du fédéral, mais c'est le gouvernement bruxellois qui doit gérer. Pour nous, les effets budgétaires sont très importants.

An.H.

## Un quart sont des enfants

### Le nombre de jeunes à la rue a explosé

**Errance.** En dix ans, le public de personnes à la rue a beaucoup changé. Avant, il s'agissait essentiellement d'hommes. Aujourd'hui, ils ne représentent plus que la moitié des sans-abri, parmi lesquels on compte désormais 25% de femmes et 25% d'enfants.

**Errance.** Le nombre de jeunes a aussi explosé, relève la directrice générale de L'Ilot. Ce sont souvent des filles et des garçons, sortis du secteur de l'aide à la jeunesse, qui ont connu une longue errance dans la rue avant d'être pris en charge et qui arrivent très "abîmés".

**Familles sans toit.** Officiellement, les familles qui vivent dans la rue à Bruxelles ne sont pas dénombrées. "Mais il suffit d'ouvrir les yeux pour voir qu'il y en a de plus en plus qui dorment sur des matelas dehors", dit Ariane Dierickx. Dans la maison d'accueil d'urgence pour femmes et familles de L'Ilot, une centaine d'enfants sont hébergés chaque année. An. H.